



RCS : MARSEILLE

Code greffe : 1303

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de MARSEILLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2001 B 00444

Numéro SIREN : 388 758 617

Nom ou dénomination : EIFFAGE ENERGIE MEDITERRANEE

Ce dépôt a été enregistré le 06/06/2017 sous le numéro de dépôt 5769


CERTIFIÉ CONFORME

EIFPAGE ENERGIE MEDITERRANEE

0000 AV.DE LA GARE.BP 184.

13016 MARSEILLE

Annexe aux comptes au 31/12/2016



Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2016	31/12/2015
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	1 342	1 342		
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	37 467	36 494	973	1 577
Fonds commercial	1 272 812	818 534	454 278	454 277
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	351 404	329 620	21 783	33 331
Installations techniques, matériel, outillage	887 663	821 728	65 936	107 779
Autres immobilisations corporelles	1 374 739	1 082 985	291 754	308 249
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	829		829	828
Autres immobilisations financières	42 577		42 577	80 055
ACTIF IMMOBILISE	3 968 832	3 090 703	878 130	986 100
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	95 007		95 007	139 668
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	7 661 905	786 456	6 875 450	8 629 718
Autres créances	6 137 689		6 137 689	8 116 900
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	32 401		32 401	476 682
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	465		465	
ACTIF CIRCULANT	13 927 467	786 456	13 141 012	17 362 969
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	17 896 300	3 877 158	14 019 141	18 349 069

Exprimé en €

Rubriques	31/12/2016	31/12/2015
Capital social ou individuel (dont versé : 500 000)	500 000	500 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	7 260	123
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau		2 353
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-401 027	142 729
Acomptes sur dividendes		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	106 233	645 207
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	1 620 202	1 825 780
Provisions pour charges	163 575	155 442
PROVISIONS	1 783 777	1 981 223
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	142 746	18 286
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	184 787	674 439
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 777 760	6 426 696
Dettes fiscales et sociales	3 108 293	3 907 144
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	11 273	3 579
Autres dettes	333 485	280 058
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	4 570 787	4 412 434
DETTES	12 129 131	15 722 638
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	14 019 141	18 349 069

Rubriques	France	Exportation	31/12/2016	31/12/2015
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	1 486		1 486	96 724
Production vendue de services	30 098 356	9 927	30 108 283	41 649 796
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	30 099 842	9 927	30 109 769	41 746 520
Production stockée				
Production immobilisée			31 060	
Subventions d'exploitation			1 345	3 000
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			1 144 153	1 358 384
Autres produits			235 528	216 348
PRODUITS D'EXPLOITATION			31 521 855	43 324 252
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			-523	
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			8 190 649	11 739 626
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			10 057 761	14 527 857
Impôts, taxes et versements assimilés			736 778	597 212
Salaires et traitements			8 810 839	10 712 232
Charges sociales			3 441 862	4 478 691
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			196 078	237 521
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			69 222	59 185
Dotations aux provisions			781 815	1 268 809
Autres charges			27 785	131 657
CHARGES D'EXPLOITATION			32 312 266	43 752 793
RESULTAT D'EXPLOITATION			-790 411	-428 541
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			36 555	22 581
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			36 555	22 581
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			84 150	
Intérêts et charges assimilées				265
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			84 150	265
RESULTAT FINANCIER			-47 595	22 316
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-838 006	-406 224

Rubriques	31/12/2016	31/12/2015
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 258	10 291
Produits exceptionnels sur opérations en capital	63 583	313 578
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		214 857
PRODUITS EXCEPTIONNELS	65 842	538 726
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	11 805	7 706
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	2 953	475 778
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	14 758	483 484
RESULTAT EXCEPTIONNEL	51 084	55 242
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-385 895	-493 711
TOTAL DES PRODUITS	31 624 252	43 885 561
TOTAL DES CHARGES	32 025 279	43 742 831
BENEFICE OU PERTE	-401 027	142 729

Annexes

La société EIFFAGE ENERGIE MEDITERRANEE a été constituée sous la forme d'une SAS le 14 02 2001. Le capital s'élève à 500 000 euros au 31 décembre 2016.

Elle a pour objet, en France, dans le domaine, de l'industrie, de l'énergie, des opérations immobilières.

La société a un exercice de 12 mois se clôturant le 31 décembre.

Elle fait partie du périmètre consolidé du Groupe EIFFAGE ; elle est consolidée par intégration globale

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes annuels sont établis suivant les principes résultant du plan comptable général adopté par l'Autorité des normes comptables.

Les conventions comptables d'établissement et de préparation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Seules sont détaillées dans l'annexe les informations obligatoires et ou significatives.

Méthode retenue pour les contrats à LT

La méthode de l'avancement est appliquée à tous les chantiers de la société. Cette méthode constitue une option préférentielle suivant l'avis du Conseil National de la Comptabilité du 18 juin 1997.

Les résultats à l'avancement sont fondés sur les résultats prévisionnels à fin de chantier révisés périodiquement.

La société utilise la méthode de l'avancement par les coûts pour mesurer l'avancement des travaux exécutés.

Un résultat est constaté à l'avancement que dès lors que l'avancement d'un chantier semble suffisant pour assurer la fiabilité de sa prévision de résultat à terminaison.

Des provisions pour risques sont constituées pour couvrir les pertes prévisibles à terminaison, déterminées à partir d'une analyse des données économiques et financières prévisionnelles de chaque contrat.

Ces prévisions peuvent tenir compte de montants susceptibles d'être obtenus au titre des réclamations déposées.

Immobilisations

Immobilisations Incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition.

Elles sont amorties sur leur durée estimée d'utilisation ou ne sont pas amorties mais peuvent faire l'objet d'une dépréciation chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

Les dépenses ayant le caractère de frais d'établissement sont, sauf cas particulier, prises en charge dans l'exercice.

Fonds commercial

Depuis le 1er janvier 2016, les fonds commerciaux font l'objet de tests de dépréciation annuels ; ils sont dépréciés lorsque la valeur vénale ou la valeur d'usage est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

En cas de création de l'immobilisation, les intérêts intercalaires et certaines charges directement affectées à la conception, à la construction et au financement de l'immobilisation pendant la période de création jusqu'à sa mise en service sont incorporés au coût.

Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...) sont comptabilisés directement en charge. Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

Les éléments d'actif immobilisé sont amortis selon les durées de vie estimées, en fonction de la nature des biens, selon le mode linéaire. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les principales durées d'amortissements sont les suivantes :

- Constructions	de 10 à 40 ans
- Installations techniques, matériels et outillage	de 3 à 15 ans
- Autres immobilisations corporelles	de 3 à 10 ans

Dépréciations exceptionnelles

Dès qu'il existe un indice de perte de valeur à la date d'inventaire, la valeur actuelle de l'immobilisation concernée est estimée.

Une dépréciation exceptionnelle est constatée lorsque la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette.

Immobilisations financières

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur valeur brute, c'est-à-dire à leur coût d'acquisition additionné des frais ou à leur valeur réévaluée au 31 décembre 1976. Lorsque la valeur d'inventaire des titres de participation est inférieure à la valeur brute, une provision est constituée à hauteur de la différence.

La valeur d'inventaire des titres de participation est appréciée en fonction de la quote-part des capitaux propres éventuellement corrigés pour tenir compte de leurs perspectives de plus-values d'actifs, de développement et de rentabilité.

Ces estimations et hypothèses sont effectuées sur la base d'une expérience passée et de divers autres facteurs dans un environnement économique fluctuant qui rend difficile l'appréhension des perspectives d'activité.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et éventuellement dépréciées en fonction de leurs perspectives de recouvrement.

Provisions

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées dès lors qu'il existe un risque probable de sortie de ressources sans contrepartie attendue. Elles sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date.

Les provisions ont été constituées, utilisées ou reprises conformément à leur objet et à la législation en vigueur.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires repris dans les rapports et éléments de gestion de la société, notamment pour commenter l'activité des différentes entreprises du Groupe, correspond à la production de l'exercice et comprend le montant des travaux exécutés directement par l'entreprise ainsi que sa quote-part des travaux exécutés en participation avec d'autres entreprises.

Dans le cadre des contrats long terme, l'ajustement de chiffre d'affaires se fait par la constatation d'un produit constaté d'avance ou bien se traduit par un débit du compte client facture à établir.

Engagements de retraite

La société procède à l'évaluation de ses engagements en matière de retraite et d'indemnités de départ pour l'ensemble de son personnel.

Dans le cadre des conventions collectives de la profession, l'entreprise a obligation de verser des indemnités aux Cadres et Etam lors de leur départ à la retraite, les autres obligations de retraite étant assurées par les caisses auxquelles l'entreprise est affiliée.

L'engagement de l'entreprise au titre des IFC prend en compte les modifications de barème intervenues dans la convention collective du Bâtiment.

Les engagements à ce titre sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite et au salaire de fin de carrière.

Cette évaluation prend en compte notamment :

- une projection des salaires jusqu'à la date de départ à la retraite,
- les taux de rotation du personnel et les tables de mortalité,
- le taux d'actualisation de 1,5 % des engagements ainsi calculés.

Les éléments à ce titre ne sont pas provisionnés mais portés dans la liste des engagements hors bilan.

Informations sur Bilan et Compte de Résultat

Exprimé en €

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Acquisitions	
Frais d'établissement et de développement	1 342			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 310 279			
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 311 621			
Terrains				
	Dont composants			
Constructions sur sol propre	38 448			
Constructions sur sol d'autrui				
Const. Install. générales, agenc., aménag.	312 956			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	883 214		14 043	
Installations générales, agenc., aménag.	530 809		82 035	
Matériel de transport	749 415		17 423	
Matériel de bureau, informatique, mobilier	41 163		15 038	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 556 005		128 540	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	80 884		-21 170	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	80 884		-21 170	
TOTAL GENERAL	3 948 510		107 370	
Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement			1 342	
Autres postes d'immobilisations incorporelles			1 310 279	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			1 311 621	
Terrains				
Constructions sur sol propre			38 448	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			312 956	
Installations techn., matériel et outillages ind.		9 594	887 663	
Installations générales, agencements divers			612 844	
Matériel de transport		61 145	705 694	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			56 202	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		70 739	2 613 806	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		16 309	43 405	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		16 309	43 405	
TOTAL GENERAL		87 048	3 968 832	

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement	1 342				1 342
Autres immobilisations incorporelles	854 424		604		855 028
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	855 766		604		856 370
Terrains					
Constructions sur sol propre	38 448				38 448
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations générales, agenc., aménag.	279 624		11 548		291 172
Installations techniques, matériel et outillage industriels	775 434		55 811	9 517	821 728
Installations générales, agenc. et aménag. divers	271 134		91 865		362 999
Matériel de transport	709 183		30 089	58 268	681 005
Matériel de bureau et informatique, mobilier	32 821		6 160		38 981
Emballages récupérables, divers					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 106 644		195 474	67 786	2 234 333
TOTAL GENERAL	2 962 410		196 078	67 786	3 090 703

Rubriques	Début d'exercice	Apparts	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers						
Provisions pour investissement						
Provisions pour hausse des prix						
Amortissements dérogatoires						
Dont majorations exceptionnelles de 30 %						
Provisions pour prêts d'installation						
Autres provisions réglementées						
PROVISIONS REGLEMENTEES						
Provisions pour litiges	1 535 781		147 730	149 677	603 025	930 808
Provisions pour garanties données aux clients						
Provisions pour pertes sur marchés à terme						
Provisions pour amendes et pénalités						
Provisions pour pertes de change						
Provisions pour pensions, obligations similaires						
Provisions pour impôts						
Provisions pour renouvellement immobilisations						
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.						
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer						
Autres provisions pour risques et charges	445 443		718 235	310 709		852 969
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	1 981 223		865 965	460 386	603 025	1 783 777
Dépréciations immobilisations incorporelles						
Dépréciations immobilisations corporelles						
Dépréciations titres mis en équivalence						
Dépréciations titres de participation						
Dépréciations autres immobilis. financières						
Dépréciations stocks et en cours						
Dépréciations comptes clients	797 976		69 222	31 255	49 487	786 456
Autres dépréciations						
DEPRECIATIONS	797 976		69 222	31 255	49 487	786 456
TOTAL GENERAL	2 779 199		935 187	491 641	652 512	2 570 233
Dotations et reprises d'exploitation			851 037	1 144 153		
Dotations et reprises financières			84 150			
Dotations et reprises exceptionnelles						
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice						

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	829	829	
Autres immobilisations financières	42 577	42 577	
Clients douteux ou litigieux	860 390	860 390	
Autres créances clients	6 801 516	6 801 516	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	24 339	24 339	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	221	221	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	272 788	272 788	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	5 099 849	5 099 849	
Débiteurs divers	740 492	740 492	
Charges constatées d'avance	465	465	
TOTAL GENERAL	13 843 465	13 843 465	

Montant des prêts accordés en cours d'exercice	829
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	
Prêts et avances consentis aux associés	

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	142 746	142 746		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	3 777 760	3 777 760		
Personnel et comptes rattachés	289 538	289 538		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	950 160	950 160		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 867 028	1 867 028		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	1 567	1 567		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	11 273	11 273		
Groupe et associés				
Autres dettes	333 485	333 485		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	4 570 787	4 570 787		
TOTAL GENERAL	11 944 344	11 944 344		

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés	

POSTES	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation
Participations et autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	1 212 000	
Autres créances	5 099 849	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	602 000	
Autres dettes	296 000	
Produits financiers	24 000	
Charges financières		

Ces informations se rapportent aux opérations réalisées entre sociétés entrant dans le périmètre de consolidation du Groupe Eiffage et consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Il s'agit de transactions conclues à des conditions normales de marché.

Eléments	Valeurs nettes	Durée amortissement
NICE	30 829	ans
MARSEILLE	168 412	ans
MALI TECHNIQUE DE FUSION BARBAROUX	213 113	ans
TRAVAUX ELECTRIQUE BARBAROUX	38 112	ans
DROIT AU BAIL	3 811	ans
		ans
		ans
		ans
		ans
TOTAL	454 278	

Libellé	31/12/2016
CHARGES A PAYER	
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	752 389,90
AUTRES DETTES	
TOTAL AUTRES DETTES	13 625,89
DETTES FISCALES ET SOCIALES	
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES	587 159,37
TOTAL CHARGES A PAYER	1 353 175,16

Libellé	31/12/2016
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	
TOTAL CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	464,94
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	464,94
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	
TOTAL	-4 570 787,31
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	-4 570 787,31

Libellé	31/12/2016
TOTAL	
	3 581 408,81
TOTAL	3 581 408,81
PRODUITS A RECEVOIR	
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	3 150 804,43
AUTRES CREANCES	
TOTAL AUTRES CREANCES	430 604,38
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	3 581 408,81

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	500 000			1

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2016	Total 31/12/2015	%
Activité Travaux	28 389 532	9 927	28 399 459	38 764 112	-26,74 %
Activité Annexes	1 710 310		1 710 310	2 982 409	-42,65 %
TOTAL	30 099 842	9 927	30 109 769	41 746 521	-27,87 %

	Capital	Primes liées au capital	Ecart de réévaluation	Reserves	Report à nouveau	Résultat	Provisions réglementées	Total
Situation ouverture de l'exercice	500 000			124	2 354	142 730		645 207
Affectation de l'exercice				7 138	135 584	-142 730		
Distribution de l'exercice					-137 847			-137 847
Augmentation de capital								
Réduction de capital								
Autres variations						-401 027		-401 027
Situation clôture de l'exercice	500 000			7 260		-401 027		106 233

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
Pénalités Amendes fiscal et pénales	605	671200
Dons libéralités	7 000	671300
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	4 200	671800
Valeurs nette comptable sur immobilisations corporelles	2 953	675200

TOTAL	14 758
--------------	---------------

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Autres Produits exceptionnels	2 258	771800
Prix de cessions des immobilisations cedees	63 583	775200

TOTAL	65 842
--------------	---------------

Engagements financiers et autres informations

Rubriques	Montants hors bilan	
	Engagements donnés	Engagements reçus
Indemnité de fin de carrière et autres engagements en faveur du personnel	1 155 577	
Avals et cautions	6 939 000	1 403 000
Vis à vis des sociétés de personnes (SNC, SCI, GIE)		
Autres engagements	1 557 064	
	<i>dont Loyers</i>	1 557 064
	<i>Autres</i>	

	Effectifs
Cadres	35
Agent de maîtrise, technicien	80
Ouvriers	143
Total	258

Identité des sociétés mères
consolidant les comptes de la
société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
EIFFAGE 3-7 PLACE DE L'EUROPE. 78140 VELIZY VILLACOUBLAY	SA	392 329 060	100.00 %

AUTRES INFORMATIONS

Informations sur la convention d'Intégration Fiscale

La société est intégrée fiscalement dans le groupe EIFFAGE, depuis le 1er janvier 2015.
La convention fiscale est celle de la neutralité au regard de la charge d'impôt : la société supporte et constate en comptabilité la charge d'impôt qui aurait été la sienne en l'absence d'intégration fiscale.
En cas de sortie du groupe fiscal, les déficits réalisés pendant la période d'intégration restent définitivement acquis à la société chef de file du groupe.

Titrisation

La société participe au programme de titrisation des créances initié au sein du groupe Eiffage. Cette opération se traduit, au 31 décembre 2016 par une diminution du poste "Clients et comptes rattachés" et une augmentation corrélative du poste "Autres créances" pour un montant de 2 682 milliers d'euros, dès que les créances sont cédées à la société tête de groupe.
La trésorerie nette de l'entreprise n'est pas affectée par cette opération.

CICE

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) est présenté en déduction de la charge d'impôt.
L'utilisation du CICE a été effectuée en conformité avec les textes qui le régissent et a pu concerner les investissements, les dépenses de recherche, ainsi que les dépenses liées au développement durable et à la prospection pour de nouveaux marchés et également la reconstitution de la trésorerie.

Continuité d'exploitation

La continuité de l'exploitation est assurée par le maintien du soutien financier de la société mère.

Evènements post-clôture

Aucun évènement marquant post clôture n'est à signaler.

Rémunérations du dirigeant

La rémunération des organes de direction n'est pas indiquée car cela conduirait à communiquer une rémunération individuelle.

Dépréciation des fonds de commerce

Le test de dépréciation effectué des fonds de commerce n'a pas engendré la nécessité de comptabiliser une dépréciation complémentaire.

CAC : honoraires

Les honoraires de commissariat aux comptes encourus au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du Groupe EIFFAGE.

CERTIFIÉ CONFORME

EIFFAGE ENERGIE MEDITERRANEE

Société par actions simplifiée au capital de 500 000 €

Siège social :

ZAC de Saumaty Séon - Avenue de la Gare

13016 MARSEILLE

388 758 617 RCS MARSEILLE

DECISION DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 29 MAI 2017

Procès-verbal

L'an deux mil dix-sept,
Le vingt-neuf mai.

Monsieur Arnaud PERETMERE,

Agissant en qualité de Directeur Général de la Société EIFFAGE ENERGIE, SAS au capital de 92 616 272 €, ayant son siège social sis 3-7 Place de l'Europe 78140 VELIZY-VILLACOUBLAY, immatriculée sous le numéro 775 673 031 au Registre du Commerce et des Sociétés de VERSAILLES,

Associé Unique de la Société EIFFAGE ENERGIE MEDITERRANEE ;

A préalablement déclaré ce qui suit :

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) de l'exercice clos le 31 décembre 2016 et le rapport de gestion sur les opérations de l'exercice écoulé ont été établis par Monsieur Arnaud PERETMERE, Représentant légal de la société EIFFAGE ENERGIE, Présidente.

Et a pris les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION

L'Associé Unique, connaissance prise du rapport de gestion du Président et du rapport général du Commissaire aux comptes, approuve les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2016 tels qu'ils lui ont été présentés.

Il approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Il prend acte qu'aucune dépense ou charge non déductible fiscalement, visée à l'article 39-4 du Code Général des Impôts, n'a été comptabilisée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

DEUXIEME DECISION

L'Associé Unique approuve l'affectation des résultats proposée par le Président.

En conséquence, il décide d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à (401 027,32) €, au report à nouveau, dont le montant passerait de 0 € à (401 027,32) €, soit :

Report à nouveau antérieur	0,00 €
Perte de l'exercice	- 401 027,32 €
Report à nouveau au 1^{er} janvier 2017	- 401 027,32 €

Il constate qu'il n'a été procédé à aucune distribution de dividende au titre des trois précédents exercices.

TROISIEME DECISION

L'Associé Unique prend acte qu'aucune convention visée par l'article L. 227-10 et suivants du Code de commerce, n'est intervenue au cours de l'exercice 2016.

QUATRIEME DECISION

L'Associé Unique constate que compte tenu du résultat déficitaire au titre de l'exercice écoulé, les capitaux propres de la société sont devenus inférieurs au minimum légal. Il décide en conséquence de ne pas dissoudre la société.

☺

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, il est établi le présent procès-verbal qui sera répertorié dans le registre tenu à cet effet.

Pour la Société EIFFAGE ENERGIE
Le Directeur Général, Arnaud PERETMERE



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 29
Site internet : www.kpmg.fr

Eiffage Energie Méditerranée
Société par Actions Simplifiée
Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016

Eiffage Energie Méditerranée
Société par Actions Simplifiée

ZAC de Saumaty Séon - avenue de la gare
13016 Marseille

Ce rapport contient 33 pages

Référence : BG-172-104



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 29
Site internet : www.kpmg.fr

Eiffage Energie Méditerranée Société par Actions Simplifiée

Siège social : ZAC de Saumaty Séon - avenue de la gare
13016 Marseille
Capital social : € 500 000

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2016

A l'attention de l'Associé unique,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre décision, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société Eiffage Energie Méditerranée – S.A.S., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Continuité d'exploitation » en page 30 de l'annexe qui expose que le principe de continuité d'exploitation a été retenu en raison du maintien du soutien financier de la maison mère Eiffage Energie S.A.S.

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne la comptabilisation du chiffre d'affaires selon la méthode de l'avancement.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les documents adressés à l'associé unique sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris La Défense, le 24 mai 2017

KPMG Audit IS




Baudouin Griton
Associé

EIFFAGE ENERGIE MEDITERRANEE

0000 AV.DE LA GARE.BP 184.

13016 MARSEILLE

Annexe aux comptes au 31/12/2016



Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2016	31/12/2015
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	1 342	1 342		
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	37 467	36 494	973	1 577
Fonds commercial	1 272 812	818 534	454 278	454 277
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	351 404	329 620	21 783	33 331
Installations techniques, matériel, outillage	887 663	821 728	65 936	107 779
Autres immobilisations corporelles	1 374 739	1 082 985	291 754	308 249
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	829		829	828
Autres immobilisations financières	42 577		42 577	80 055
ACTIF IMMOBILISE	3 968 832	3 090 703	878 130	986 100
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	95 007		95 007	139 668
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	7 661 905	786 456	6 875 450	8 629 718
Autres créances	6 137 689		6 137 689	8 116 900
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	32 401		32 401	476 682
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	465		465	
ACTIF CIRCULANT	13 927 467	786 456	13 141 012	17 362 969
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	17 896 300	3 877 158	14 019 141	18 349 069

Exprimé en €

Rubriques	31/12/2016	31/12/2015
Capital social ou individuel (dont versé : 500 000)	500 000	500 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	7 260	123
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau		2 353
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-401 027	142 729
Acomptes sur dividendes		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	106 233	645 207
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	1 620 202	1 825 780
Provisions pour charges	163 575	155 442
PROVISIONS	1 783 777	1 981 223
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	142 746	18 286
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	184 787	674 439
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 777 760	6 426 696
Dettes fiscales et sociales	3 108 293	3 907 144
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	11 273	3 579
Autres dettes	333 485	280 058
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	4 570 787	4 412 434
DETTES	12 129 131	15 722 638
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	14 019 141	18 349 069

Rubriques	France	Exportation	31/12/2016	31/12/2015
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	1 486		1 486	96 724
Production vendue de services	30 098 356	9 927	30 108 283	41 649 796
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	30 099 842	9 927	30 109 769	41 746 520
Production stockée			31 060	
Production immobilisée			1 345	3 000
Subventions d'exploitation			1 144 153	1 358 384
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			235 528	216 348
Autres produits				
PRODUITS D'EXPLOITATION			31 521 855	43 324 252
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			-523	
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			8 190 649	11 739 626
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			10 057 761	14 527 857
Impôts, taxes et versements assimilés			736 778	597 212
Salaires et traitements			8 810 839	10 712 232
Charges sociales			3 441 862	4 478 691
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			196 078	237 521
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			69 222	59 185
Dotations aux provisions			781 815	1 268 809
Autres charges			27 785	131 657
CHARGES D'EXPLOITATION			32 312 266	43 752 793
RESULTAT D'EXPLOITATION			-790 411	-428 541
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			36 555	22 581
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			36 555	22 581
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			84 150	
Intérêts et charges assimilées				265
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			84 150	265
RESULTAT FINANCIER			-47 595	22 316
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-838 006	-406 224

Rubriques	31/12/2016	31/12/2015
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	2 258	10 291
Produits exceptionnels sur opérations en capital	63 583	313 578
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		214 857
PRODUITS EXCEPTIONNELS	65 842	538 726
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	11 805	7 706
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	2 953	475 778
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES	14 758	483 484
RESULTAT EXCEPTIONNEL	51 084	55 242
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-385 895	-493 711
TOTAL DES PRODUITS	31 624 252	43 885 561
TOTAL DES CHARGES	32 025 279	43 742 831
BENEFICE OU PERTE	-401 027	142 729

Annexes

La société EIFFAGE ENERGIE MEDITERRANEE a été constituée sous la forme d'une SAS le 14 02 2001. Le capital s'élève à 500 000 euros au 31 décembre 2016.

Elle a pour objet, en France, dans le domaine, de l'industrie, de l'énergie, des opérations immobilières.

La société a un exercice de 12 mois se clôturant le 31 décembre.

Elle fait partie du périmètre consolidé du Groupe EIFFAGE ; elle est consolidée par intégration globale

Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes annuels sont établis suivant les principes résultant du plan comptable général adopté par l'Autorité des normes comptables.

Les conventions comptables d'établissement et de préparation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Seules sont détaillées dans l'annexe les informations obligatoires et ou significatives.

Méthode retenue pour les contrats à LT

La méthode de l'avancement est appliquée à tous les chantiers de la société. Cette méthode constitue une option préférentielle suivant l'avis du Conseil National de la Comptabilité du 18 juin 1997.

Les résultats à l'avancement sont fondés sur les résultats prévisionnels à fin de chantier révisés périodiquement.

La société utilise la méthode de l'avancement par les coûts pour mesurer l'avancement des travaux exécutés.

Un résultat est constaté à l'avancement que dès lors que l'avancement d'un chantier semble suffisant pour assurer la fiabilité de sa prévision de résultat à terminaison.

Des provisions pour risques sont constituées pour couvrir les pertes prévisibles à terminaison, déterminées à partir d'une analyse des données économiques et financières prévisionnelles de chaque contrat.

Ces prévisions peuvent tenir compte de montants susceptibles d'être obtenus au titre des réclamations déposées.

Immobilisations

Immobilisations Incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition.

Elles sont amorties sur leur durée estimée d'utilisation ou ne sont pas amorties mais peuvent faire l'objet d'une dépréciation chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

Les dépenses ayant le caractère de frais d'établissement sont, sauf cas particulier, prises en charge dans l'exercice.

Fonds commercial

Depuis le 1er janvier 2016, les fonds commerciaux font l'objet de tests de dépréciation annuels ; ils sont dépréciés lorsque la valeur vénale ou la valeur d'usage est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou à leur valeur d'apport. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

En cas de création de l'immobilisation, les intérêts intercalaires et certaines charges directement affectées à la conception, à la construction et au financement de l'immobilisation pendant la période de création jusqu'à sa mise en service sont incorporés au coût.

Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...) sont comptabilisés directement en charge. Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

Les éléments d'actif immobilisé sont amortis selon les durées de vie estimées, en fonction de la nature des biens, selon le mode linéaire. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les principales durées d'amortissements sont les suivantes :

- | | |
|--|----------------|
| - Constructions | de 10 à 40 ans |
| - Installations techniques, matériels et outillage | de 3 à 15 ans |
| - Autres immobilisations corporelles | de 3 à 10 ans |

Dépréciations exceptionnelles

Dès qu'il existe un indice de perte de valeur à la date d'inventaire, la valeur actuelle de l'immobilisation concernée est estimée.

Une dépréciation exceptionnelle est constatée lorsque la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette.

Immobilisations financières

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur valeur brute, c'est-à-dire à leur coût d'acquisition additionné des frais ou à leur valeur réévaluée au 31 décembre 1976. Lorsque la valeur d'inventaire des titres de participation est inférieure à la valeur brute, une provision est constituée à hauteur de la différence.

La valeur d'inventaire des titres de participation est appréciée en fonction de la quote-part des capitaux propres éventuellement corrigés pour tenir compte de leurs perspectives de plus-values d'actifs, de développement et de rentabilité.

Ces estimations et hypothèses sont effectuées sur la base d'une expérience passée et de divers autres facteurs dans un environnement économique fluctuant qui rend difficile l'appréhension des perspectives d'activité.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et éventuellement dépréciées en fonction de leurs perspectives de recouvrement.

Provisions

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées dès lors qu'il existe un risque probable de sortie de ressources sans contrepartie attendue. Elles sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date.

Les provisions ont été constituées, utilisées ou reprises conformément à leur objet et à la législation en vigueur.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires repris dans les rapports et éléments de gestion de la société, notamment pour commenter l'activité des différentes entreprises du Groupe, correspond à la production de l'exercice et comprend le montant des travaux exécutés directement par l'entreprise ainsi que sa quote-part des travaux exécutés en participation avec d'autres entreprises.

Dans le cadre des contrats long terme, l'ajustement de chiffre d'affaires se fait par la constatation d'un produit constaté d'avance ou bien se traduit par un débit du compte client facture à établir.

Engagements de retraite

La société procède à l'évaluation de ses engagements en matière de retraite et d'indemnités de départ pour l'ensemble de son personnel.

Dans le cadre des conventions collectives de la profession, l'entreprise a obligation de verser des indemnités aux Cadres et Etam lors de leur départ à la retraite, les autres obligations de retraite étant assurées par les caisses auxquelles l'entreprise est affiliée.

L'engagement de l'entreprise au titre des IFC prend en compte les modifications de barème intervenues dans la convention collective du Bâtiment.

Les engagements à ce titre sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite et au salaire de fin de carrière.

Cette évaluation prend en compte notamment :

- une projection des salaires jusqu'à la date de départ à la retraite,
- les taux de rotation du personnel et les tables de mortalité,
- le taux d'actualisation de 1,5 % des engagements ainsi calculés.

Les éléments à ce titre ne sont pas provisionnés mais portés dans la liste des engagements hors bilan.

Informations sur Bilan et Compte de Résultat

Exprimé en €

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Acquisitions	
Frais d'établissement et de développement	1 342			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	1 310 279			
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 311 621			
Terrains				
	Dont composants			
Constructions sur sol propre	38 448			
Constructions sur sol d'autrui				
Const. Install. générales, agenc., aménag.	312 956			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	883 214		14 043	
Installations générales, agenc., aménag.	530 809		82 035	
Matériel de transport	749 415		17 423	
Matériel de bureau, informatique, mobilier	41 163		15 038	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 556 005		128 540	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	80 884		-21 170	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	80 884		-21 170	
TOTAL GENERAL	3 948 510		107 370	
Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement			1 342	
Autres postes d'immobilisations incorporelles			1 310 279	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			1 311 621	
Terrains				
Constructions sur sol propre			38 448	
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			312 956	
Installations techn., matériel et outillages ind.	9 594		887 663	
Installations générales, agencements divers			612 844	
Matériel de transport	61 145		705 694	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			56 202	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		70 739	2 613 806	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		16 309	43 405	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		16 309	43 405	
TOTAL GENERAL		87 048	3 968 832	

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement	1 342				1 342
Autres immobilisations incorporelles	854 424		604		855 028
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	855 766		604		856 370
Terrains					
Constructions sur sol propre	38 448				38 448
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations générales, agenc., aménag.	279 624		11 548		291 172
Installations techniques, matériel et outillage industriels	775 434		55 811	9 517	821 728
Installations générales, agenc. et aménag. divers	271 134		91 865		362 999
Matériel de transport	709 183		30 089	58 268	681 005
Matériel de bureau et informatique, mobilier	32 821		6 160		38 981
Emballages récupérables, divers					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 106 644		195 474	67 786	2 234 333
TOTAL GENERAL	2 962 410		196 078	67 786	3 090 703

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers						
Provisions pour investissement						
Provisions pour hausse des prix						
Amortissements dérogatoires						
Dont majorations exceptionnelles de 30 %						
Provisions pour prêts d'installation						
Autres provisions réglementées						
PROVISIONS REGLEMENTEES						
Provisions pour litiges	1 535 781		147 730	149 677	603 025	930 808
Provisions pour garanties données aux clients						
Provisions pour pertes sur marchés à terme						
Provisions pour amendes et pénalités						
Provisions pour pertes de change						
Provisions pour pensions, obligations similaires						
Provisions pour impôts						
Provisions pour renouvellement immobilisations						
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.						
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer						
Autres provisions pour risques et charges	445 443		718 235	310 709		852 969
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	1 981 223		865 965	460 386	603 025	1 783 777
Dépréciations immobilisations incorporelles						
Dépréciations immobilisations corporelles						
Dépréciations titres mis en équivalence						
Dépréciations titres de participation						
Dépréciations autres immobilis. financières						
Dépréciations stocks et en cours						
Dépréciations comptes clients	797 976		69 222	31 255	49 487	786 456
Autres dépréciations						
DEPRECIATIONS	797 976		69 222	31 255	49 487	786 456
TOTAL GENERAL	2 779 199		935 187	491 641	652 512	2 570 233
Dotations et reprises d'exploitation			851 037	1 144 153		
Dotations et reprises financières			84 150			
Dotations et reprises exceptionnelles						
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice						

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	829	829	
Autres immobilisations financières	42 577	42 577	
Clients douteux ou litigieux	860 390	860 390	
Autres créances clients	6 801 516	6 801 516	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	24 339	24 339	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	221	221	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	272 788	272 788	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	5 099 849	5 099 849	
Débiteurs divers	740 492	740 492	
Charges constatées d'avance	465	465	
TOTAL GENERAL	13 843 465	13 843 465	

Montant des prêts accordés en cours d'exercice	829
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	
Prêts et avances consentis aux associés	

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	142 746	142 746		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	3 777 760	3 777 760		
Personnel et comptes rattachés	289 538	289 538		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	950 160	950 160		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 867 028	1 867 028		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	1 567	1 567		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	11 273	11 273		
Groupe et associés				
Autres dettes	333 485	333 485		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	4 570 787	4 570 787		
TOTAL GENERAL	11 944 344	11 944 344		

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés	

POSTES	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation
Participations et autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	1 212 000	
Autres créances	5 099 849	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	602 000	
Autres dettes	296 000	
Produits financiers	24 000	
Charges financières		

Ces informations se rapportent aux opérations réalisées entre sociétés entrant dans le périmètre de consolidation du Groupe Eiffage et consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Il s'agit de transactions conclues à des conditions normales de marché.

Eléments	Valeurs nettes	Durée amortissement
NICE	30 829	ans
MARSEILLE	168 412	ans
MALI TECHNIQUE DE FUSION BARBAROUX	213 113	ans
TRAVAUX ELECTRIQUE BARBAROUX	38 112	ans
DROIT AU BAIL	3 811	ans
		ans
		ans
		ans
TOTAL	454 278	

Libellé	31/12/2016
CHARGES A PAYER	
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	752 389,90
AUTRES DETTES	
TOTAL AUTRES DETTES	13 625,89
DETTES FISCALES ET SOCIALES	
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES	587 159,37
TOTAL CHARGES A PAYER	1 353 175,16

Libellé	31/12/2016
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	
TOTAL CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	464,94
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	464,94
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	
TOTAL	-4 570 787,31
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	-4 570 787,31

Libellé	31/12/2016
TOTAL	3 581 408,81
TOTAL	3 581 408,81
PRODUITS A RECEVOIR	
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	3 150 804,43
AUTRES CREANCES	
TOTAL AUTRES CREANCES	430 604,38
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	3 581 408,81

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	500 000			1

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2016	Total 31/12/2015	%
Activité Travaux	28 389 532	9 927	28 399 459	38 764 112	-26,74 %
Activité Annexes	1 710 310		1 710 310	2 982 409	-42,65 %
TOTAL	30 099 842	9 927	30 109 769	41 746 521	-27,87 %

	Capital	Primes liées au capital	Ecart de réévaluation	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Provisions réglementées	Total
Situation ouverture de l'exercice	500 000			124	2 354	142 730		645 207
Affectation de l'exercice				7 136	135 594	-142 730		
Distribution de l'exercice					-137 947			-137 947
Augmentation de capital								
Réduction de capital								
Autres variations						-401 027		-401 027
Situation clôture de l'exercice	500 000			7 260		-401 027		106 233

Nature des charges	Montant	Imputation au compte
Pénalités Amendes fiscal et pénales	605	671200
Dons libéralités	7 000	671300
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	4 200	671800
Valeurs nette comptable sur immobilisations corporelles	2 953	675200

TOTAL	14 758
--------------	---------------

Nature des produits	Montant	Imputation au compte
Autres Produits exceptionnels	2 258	771800
Prix de cessions des immobilisations cedees	63 583	775200

TOTAL	65 842
--------------	---------------

Engagements financiers et autres informations

Rubriques	Montants hors bilan	
	Engagements donnés	Engagements reçus
Indemnité de fin de carrière et autres engagements en faveur du personnel	1 155 577	
Avals et cautions	6 939 000	1 403 000
Vis à vis des sociétés de personnes (SNC, SCI, GIE)		
Autres engagements	1 557 064	
<i>dont Loyers</i>	1 557 064	
<i>Autres</i>		

	Effectifs
Cadres	35
Agent de maîtrise, technicien	80
Ouvriers	143
Total	258

Identité des sociétés mères
consolidant les comptes de la
société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
EIFFAGE 3-7 PLACE DE L'EUROPE. 78140 VELIZY VILLACOUBLAY	SA	392 329 060	100,00 %

AUTRES INFORMATIONS

Informations sur la convention d'Intégration Fiscale

La société est intégrée fiscalement dans le groupe EIFFAGE, depuis le 1er janvier 2015.
La convention fiscale est celle de la neutralité au regard de la charge d'impôt : la société supporte et constate en comptabilité la charge d'impôt qui aurait été la sienne en l'absence d'intégration fiscale.
En cas de sortie du groupe fiscal, les déficits réalisés pendant la période d'intégration restent définitivement acquis à la société chef de file du groupe.

Titrisation

La société participe au programme de titrisation des créances initié au sein du groupe Eiffage. Cette opération se traduit, au 31 décembre 2016 par une diminution du poste "Clients et comptes rattachés" et une augmentation corrélative du poste "Autres créances" pour un montant de 2 682 milliers d'euros, dès que les créances sont cédées à la société tête de groupe.
La trésorerie nette de l'entreprise n'est pas affectée par cette opération.

CICE

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) est présenté en déduction de la charge d'impôt.
L'utilisation du CICE a été effectuée en conformité avec les textes qui le régissent et a pu concerner les investissements, les dépenses de recherche, ainsi que les dépenses liées au développement durable et à la prospection pour de nouveaux marchés et également la reconstitution de la trésorerie.

Continuité d'exploitation

La continuité de l'exploitation est assurée par le maintien du soutien financier de la société mère.

Evènements post-clôture

Aucun évènement marquant post clôture n'est à signaler.

Rémunérations du dirigeant

La rémunération des organes de direction n'est pas indiquée car cela conduirait à communiquer une rémunération individuelle.

Dépréciation des fonds de commerce

Le test de dépréciation effectué des fonds de commerce n'a pas engendré la nécessité de comptabiliser une dépréciation complémentaire.

CAC : honoraires

Les honoraires de commissariat aux comptes encourus au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du Groupe EIFFAGE.